

RCS : BOULOGNE SUR MER

Code greffe : 6202

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BOULOGNE SUR MER atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1995 B 00054

Numéro SIREN : 400 149 092

Nom ou dénomination : LIANOUDIS

Ce dépôt a été enregistré le 27/02/2018 sous le numéro de dépôt 731

Greffes du Tribunal
de Commerce de Boulogne-s/mer
Dépôt n° 131
du 27 FEV. 2018
RCS Boulogne s/M

SAS LIANOUDIS Réf. :

SAS au Capital de €. 40 000

Boulevard Industriel

62230 OUTREAU

R.C.S : BOULOGNE S/ MER 400149092

ETATS FINANCIERS AU 30/09/2017



Société Anonyme d'Expertise Comptable
Inscrite aux Tableaux de l'Ordre de Strasbourg et de Dijon
Capital : 120 000 Euros
RCS : MULHOUSE B 307 111 682

MUBEX MULHOUSE

12, rue de Pologne
68170 RIXHEIM
Tél : 03 89 44 41 12

MUBEX BELFORT

16, Avenue Jean Jaurès
90000 BELFORT
Tél : 03 84 28 11 44

experts-comptables@mubex.com

Etats financiers au 30/09/2017

BILAN

Copie certifiée conforme

Bilan Actif

		30/09/2017			30/09/2016
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	49 700	49 700		235
	Fonds commercial (1)	9 146 941		9 146 941	9 146 941
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	80 000		80 000	
	Constructions	2 472 793	406 427	2 066 366	337 313
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	3 442 654	1 027 733	2 414 920	105 684
	Autres immobilisations corporelles	388 797	162 951	225 846	167 285
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				17 940
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	101 970		101 970	101 968
	Créances rattachées à des participations	1 491		1 491	778
	Autres titres immobilisés	2 444 818		2 444 818	2 431 093
	Prêts	115 298		115 298	88 245
	Autres immobilisations financières	9 182		9 182	8 492
TOTAL (II)		18 253 642	1 646 811	16 606 831	12 405 973
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	7 758 490	141 835	7 616 655	7 288 295
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	341 183	12 027	329 156	340 470
	Autres créances	4 262 598	12 124	4 250 474	2 900 445
	Capital souscrit appelé, non versé				
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	4 184 893		4 184 893	1 203 539
	Charges constatées d'avance	579 790		579 790	510 167
	TOTAL (III)	17 126 954	165 986	16 960 968	12 242 916
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecarts de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		35 380 595	1 812 797	33 567 798	24 648 889
(1) dont droit au bail					
(2) dont immobilisations financières à moins d'un an				125 970	97 515
(3) dont créances à plus d'un an					

Copie certifiée conforme: Bilan Passif

		30/09/2017	30/09/2016
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	40 000	40 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...		
	Ecart de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	4 000	4 000
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	2 475 859	2 475 859
	Report à nouveau	4 405 285	4 023 617
	Résultat de l'exercice	3 755 179	2 631 667
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées	5 078	26 223
	Total des capitaux propres	10 685 401	9 201 367
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques	238 565	566 749
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	238 565	566 749
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	4 381 534	594 826
	Emprunts et dettes financières divers	69 781	60 481
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 272 194	8 964 962
	Dettes fiscales et sociales	4 602 889	4 385 546
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	39 394	
	Autres dettes	4 278 041	874 959
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	22 643 832	14 880 773
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	33 567 798	24 648 889
Total du bilan en centimes		33 567 798,09	24 648 888,66
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		19 129 100	14 522 425
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		10 774	14 239

Etats financiers au 30/09/2017

COMPTE DE RESULTAT

Compte de Résultat

1/2

		30/09/2017		30/09/2016
		France	Exportation	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	125 655 125		125 655 125
	Production vendue (Biens)	58 079		58 079
	Production vendue (Services et Travaux)	1 618 746		1 618 746
	Montant net du chiffre d'affaires	127 331 950		127 331 950
	Production stockée			
	Production immobilisée			
	Subventions d'exploitation			38 775
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			727 758
	Autres produits			6 448
Total des produits d'exploitation (1)				128 104 932
CHARGES D'EXPLOITATION				124 627 989
	Achats de marchandises			96 899 807
	Variation de stock			(201 581)
	Achats de matières et autres approvisionnements			333 118
	Variation de stock			
	Autres achats et charges externes			12 345 292
	Impôts, taxes et versements assimilés			1 928 733
	Salaires et traitements			8 566 680
	Charges sociales du personnel			3 260 490
	Cotisations personnelles de l'exploitant			
	Dotations aux amortissements :			
	- sur immobilisations			562 590
	- charges d'exploitation à répartir			
	Dotations aux dépréciations :			
	- sur immobilisations			165 986
	- sur actif circulant			
	Dotations aux provisions			62 065
	Autres charges			27 632
Total des charges d'exploitation (2)				123 950 813
RESULTAT D'EXPLOITATION				4 154 119
				3 333 512

Compte de Résultat

2/2

		30/09/2017	30/09/2016
RESULTAT D'EXPLOITATION		4 154 119	3 333 512
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)	1 781	16 161
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)	157	87
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	4 448	1 047
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change	3	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		6 388	17 294
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)	54 042	35 163
	Différences négatives de change		14
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		54 042	35 177
RESULTAT FINANCIER		(47 654)	(17 883)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		4 106 465	3 315 630
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	31 800	26 000
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	24 534	6 342
	Total des produits exceptionnels	56 334	32 342
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	625	
	Sur opérations en capital	34 874	20 761
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	3 390	
	Total des charges exceptionnelles	38 889	20 761
RESULTAT EXCEPTIONNEL		17 446	11 582
PARTICIPATION DES SALARIES		607 190	401 260
IMPOTS SUR LES BENEFICES		(238 458)	294 284
TOTAL DES PRODUITS		128 167 654	124 677 626
TOTAL DES CHARGES		124 412 475	122 045 959
RESULTAT DE L'EXERCICE		3 755 179	2 631 667
Résultat de l'exercice en centimes		3 755 179,11	2 631 667,43
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs			
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs			
(3) dont produits concernant les entreprises liées			15 087
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées		15 415	5 147

Etats financiers au 30/09/2017

ANNEXE

Règles et Méthodes Comptables

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, dans le respect du principe de prudence et des hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du Code de Commerce et du Plan Comptable Général 2016 (PCG 2016).

Le PCG 2016 correspond au règlement ANC n° 2016-07 du 4 novembre 2016 (homologué par l'arrêté du 26 Décembre 2016, publié au JO du 28 Décembre 2016), qui annule et constitue une recodification du PCG 14, complété des règlements publiés depuis cette date.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Principales méthodes utilisées - Changements de méthode

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les logiciels figurant à l'actif font l'objet d'un amortissement linéaire sur 12 mois.

Aucune provision pour dépréciation n'a été constatée au cours de l'exercice pour ce poste.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Aucun changement notable de méthode ni changement d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice en ce qui concerne ce poste.

Méthode de traitement des immobilisations :

Les immobilisations corporelles sont évaluées soit :

- à leur coût d'acquisition : prix d'achat et frais directement attribuables engagés pour la mise en état de fonctionnement de l'immobilisation, incluant ou non certains frais accessoires d'acquisition des immobilisations selon l'option retenue ci-après ;
- à leur coût de production.

Les amortissements pratiqués sont calculés sur la durée d'utilisation propre à l'entreprise et à chaque immobilisation corporelle.

La base amortissable ne tient compte d'aucune valeur résiduelle, du fait de la nature des immobilisations.

Enfin, les immobilisations corporelles n'ont fait l'objet d'aucune dépréciation au cours de l'exercice.

Règles et Méthodes Comptables

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

La valeur brute est constituée par le coût d'achat incluant ou non certains frais accessoires d'acquisition des immobilisations selon l'option retenue ci-après. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

STOCKS

Les stocks sont évalués au coût d'achat net de toutes ristournes au jour de l'inventaire éventuellement ramené au cours du jour si celui-ci est inférieur.

PRECISIONS SUR CERTAINES OPTIONS DE COMPTABILISATION

Frais accessoires d'acquisition des immobilisations (droits de mutation, honoraires d'acquisition ou commissions et frais d'actes) :

- **Immobilisations incorporelles** : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées
- **Immobilisations corporelles** : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées
- **Immobilisations financières** :
 - > Titres de participations : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées
 - > Autres titres : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées

Coût des emprunts : la société n'a pas opté pour l'incorporation de ces dépenses dans le coût de production des immobilisations ou des stocks ; ces dépenses sont donc comptabilisées en charges.

Composants de 2^{ème} catégorie : la société n'a pas opté pour l'identification de cette catégorie de composants (gros entretien et grandes révisions inscrits dans un programme pluriannuel) ; le cas échéant une provision pour grandes révisions a été constituée.

Autres informations de l'annexe

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les engagements actualisés relatifs aux avantages à long terme accordés aux salariés comprennent les indemnités de départ volontaire, ainsi que les indemnités de mise à la retraite estimés en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

En prenant pour hypothèse que la probabilité pour le salarié de partir en retraite par un départ volontaire est de 100%, ces engagements sont évalués à 693 981 euros.

Les engagements de retraite ne font l'objet d'aucune provision comptable.

INTEGRATION FISCALE

La SAS LUCAT FINANCIERE intègre fiscalement les résultats de sa filiale :

- La SAS LIANOUDIS

La SAS LUCAT FINANCIERE est donc seul redevable de l'impôt sur les sociétés dû au titre des résultats de l'ensemble du groupe (article 223 A du CGI).

La convention d'intégration fiscale est basée sur la méthode de neutralité concernant le calcul de l'impôt sur les sociétés.

CREDIT D'IMPOT COMPETITIVITE EMPLOI

Un crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) a été calculé sur la base des salaires versés de janvier à décembre 2016 au taux de 6% pour un montant de 409 303 euros.

De plus, un produit à recevoir CICE a été calculé sur la base des salaires du 1er janvier à la date de clôture au taux de 7% pour un montant de 342 879 euros. En contre-partie, la provision constatée en N-1 pour 282 358 euros a été reprise.

S'agissant d'un crédit d'impôt imputable sur l'impôt sur les sociétés, et conformément à l'avis de la CNCC, ces produits ont été comptabilisés au crédit de deux sous-comptes du poste "Impôt sur les bénéfices" du compte de résultat de l'exercice.

Conformément à l'article 224 quater C du CGI, le CICE perçu au cours de l'exercice a servi au financement de l'amélioration de la compétitivité de l'entreprise. Ainsi, il a permis notamment de financer des investissements nécessaires à notre activité, de participer à l'effort de formation, de contribuer au maintien et à l'amélioration de notre politique salariale et d'améliorer notre fonds de roulement.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Autres informations de l'annexe

NEANT

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

NEANT

ENGAGEMENTS HORS BILAN

ENGAGEMENTS DONNES

Caution divise et solidaire en faveur de la société DIEPPEDIS

En garantie du remboursement d'un emprunt de € 7.755.000 souscrit auprès de la Société Générale, remboursable en 15 ans, dont deux ans de différé d'amortissement en capital, à hauteur de 10% de € 3.877.500, soit € 387.750 plus intérêts, commissions, frais et accessoires pendant trois ans post différé.

En date du 29/06/2012, cet emprunt a fait l'objet d'un réaménagement. Ainsi, la durée de remboursement a été augmentée de 5 ans pour arriver à échéance le 12/01/2027. En contre partie de ce réaménagement, la caution a été portée à 10% de € 5.666.200 soit € 566.620.

Une main levée de cette caution sera possible, après trois exercices consécutifs de la société DIEPPEDIS, au cours desquels RN>0 + CAF consolidée sera suffisante pour faire face aux charges de remboursement d'emprunt consolidées + absence de report à nouveau négatif.

Le premier des trois exercices de référence ne pouvant être considéré comme satisfaisant, le cas échéant, à ces conditions, étant celui débutant après la clôture de l'exercice fiscal au cours duquel le prêt est entré en amortissement, donc après extinction de la période de différé d'amortissement en capital.

Montant de la caution :

566 620

Caution solidaire avec renonciation au bénéfice de division de la société DISTRIFIVES

En garantie du remboursement de trois emprunts auprès de la BPI.

Ce cautionnement sera limité à 30% de l'encours des crédits en principal majoré des intérêts frais et accessoires, y compris les indemnités de remboursement anticipé, jusqu'à ce que la SAS DISTRIFIVES ait réalisé cinq exercices de 12 mois consécutifs bénéficiaires à compter de la signature de l'acte de cautionnement (août 2008).

Montant de la caution sur l'encours des crédits et intérêts au 30 septembre 2017 :

119 347

Caution divise mais solidaire en faveur de la société DISTRIFIVES

En garantie du remboursement d'un emprunt de € 750.000 souscrit auprès du Crédit Agricole, plus intérêts, frais et commissions et accessoires, remboursable en 7 ans, et ce pendant toute la durée du prêt, dans la limite de € 225.000.

Montant de la caution au 30/09/2017 :

225 000

Caution divise mais solidaire en faveur de la SAS ATTINDIS

En garantie du remboursement d'un emprunt souscrit auprès du Crédit Agricole, plus intérêts, frais et commissions et accessoires, remboursable en 10 ans, et ce pendant toute la durée du prêt, dans la limite de € 402.500

Montant de la caution au 30/09/2017 :

402 500

ENGAGEMENTS HORS BILAN - SUITE

Caution solidaire avec renonciation au bénéfice de division de la SCI FIVES IMMOBILIER

En garantie du remboursement d'un emprunt de 2 532 000€ (remboursable sur 15 ans) auprès de la BPI.

Ce cautionnement sera limité à 30% de l'encours des crédits en principal majoré des intérêts frais et accessoires, y compris les indemnités de remboursement anticipé, jusqu'à ce que la SCI FIVES IMMOBILIER ait réalisé cinq exercices de 12 mois consécutifs bénéficiaires à compter de la signature de l'acte de cautionnement (août 2008).

Montant de la caution sur l'encours des crédits et intérêts au 30 septembre 2017 :

267 657

Caution solidaire et divise au bénéfice de la société TILLOY POOL

En garantie du remboursement d'un emprunt de 17 800 000 € (remboursable sur 16 ans) auprès du CREDIT AGRICOLE NORD DE France.

Montant de la caution au 30/09/2017 :

434 146

Caution solidaire et divise au bénéfice de la SCI TILLOY COURCELLES

En garantie du remboursement d'un emprunt de 4 000 000 € (remboursable sur 15 ans) auprès du CREDIT AGRICOLE NORD DE France et à hauteur de 20%.

La caution porte sur un montant de 800 000€, plus intérêts, commissions, frais et accessoires et pour une durée limitée au respect pendant 3 exercices consécutifs du ratio consolidé suivant :

Marge brute d'autofinancement / charges annuelles de remboursements bancaires > 1

Montant de la caution au 30/09/2017 :

415 154

Caution divise mais solidaire en faveur de la SAS DIEPPEDIS

En garantie du remboursement d'un emprunt souscrit auprès de la banque EDEL, plus intérêts, frais et commissions et accessoires, remboursable en 7 ans, et ce pendant toute la durée du prêt, dans la limite de € 300.000.

Montant de la caution au 30/09/2017 :

300 000

Caution solidaire et divise au bénéfice de la SAS DIEPPEDIS

En garantie du remboursement d'un emprunt de 7 755 000 € auprès de la BCME arrivant à échéance le 10/01/2027, à hauteur de 10% de € 5.816.250 soit € 581.625.

Une main levée partielle de l'engagement de caution à hauteur de 50% du montant cautionné sera accordée

si les deux conditions ci-dessous énoncées sont remplies pendant au moins trois exercices consécutifs :

les résultats net de chaque société (DIEPPEDIS et SDD) doivent être positifs et leurs CAF doivent être supérieures aux échéances à moins d'un an des emprunts à moyen/long terme contracté auprès des établissements de crédit.

Montant de la caution au 30/09/2017 :

431 000

Caution divise mais solidaire en faveur de la SAS DIEPPEDIS

En garantie du remboursement d'un billet de trésorerie de 400.000 d'euros souscrit auprès de la banque EDEL, plus intérêts, frais et commissions et accessoires, et ce pendant toute la durée du prêt, jusqu'au 01/03/2018 dans la limite de € 40.000.

Montant de la caution au 30/09/2017 :

40 000

ENGAGEMENTS HORS BILAN - SUITE

Caution divisée mais solidaire en faveur de la SAS DISTRIFIVES

En garantie du remboursement d'un emprunt de € 200.000 souscrit auprès du Crédit Agricole, plus intérêts, frais et commissions et accessoires, remboursable en 7 ans, et ce pendant toute la durée du prêt, dans la limite de € 45.000

Montant de la caution au 30/09/2017 :

45 000

Caution divisée mais solidaire en faveur de la SAS DIEPPEDIS

En garantie du remboursement d'un crédit en compte courant de 1.000.000 d'euros souscrit auprès de la banque EDEL, plus intérêts, frais et commissions et accessoires, renouvelable sur 12 mois, et ce pendant toute la durée du prêt, dans la limite de € 100.000.

Montant de la caution au 30/09/2017 :

100 000

Caution divisée mais solidaire en faveur de la SAS EVACHATIM

En garantie du remboursement d'un emprunt de 9 072 000 € auprès de la BPI remboursable sur 15 ans à hauteur de 11,50% soit € 1 043 280, et jusqu'à ce que les sociétés SAS ATTINDIS et SAS EVACHATIM produisent après la période de franchise en capital, 3 exercices de 12 mois consécutifs bénéficiaires sans report à nouveau déficitaire, sans transfert de charges, avec une CAF consolidée couvrant la part à moins d'un an de l'endettement consolidé.

Montant de la caution au 30/09/2017 :

1 043 280

Caution divisée mais solidaire en faveur de la SAS EVACHATIM

En garantie du remboursement d'un emprunt de 6 048 000 € auprès du crédit coopératif remboursable sur 15 ans à hauteur de 11,50% soit € 695 520, et jusqu'à ce que les sociétés SAS ATTINDIS et SAS EVACHATIM produisent après la période de franchise en capital, 3 exercices de 12 mois consécutifs bénéficiaires sans report à nouveau déficitaire, sans transfert de charges, avec une CAF consolidée couvrant la part à moins d'un an de l'endettement consolidé.

Montant de la caution au 30/09/2017 :

695 520

Caution divisée mais solidaire en faveur de la SAS HERLINDIS

En garantie du remboursement d'un emprunt souscrit auprès du CIC, plus intérêts, frais et commissions et accessoires, remboursable le 15/06/2032, et ce pendant toute la durée du prêt, dans la limite de € 296.250

Montant de la caution au 30/09/2017 :

296 250

Caution divisée mais solidaire en faveur de la SAS HERLINDIS

En garantie du remboursement d'un emprunt souscrit auprès du CIC, plus intérêts, frais et commissions et accessoires, remboursable le 15/06/2027, et ce pendant toute la durée du prêt, dans la limite de € 331.250

Montant de la caution au 30/09/2017 :

331 250

SAS LIANOUDIS
BILAN AU 30/09/2017

ENGAGEMENTS HORS BILAN - SUITE

EMPRUNT A LONG TERME CREDIT AGRICOLE DU PAS DE CALAIS

Valeur d'origine € 400 000

Nantissement du fonds de commerce d'hypermarché, station.

Montant restant dû à ce jour

58 493,00

EMPRUNT A LONG TERME OSEO

Valeur d'origine € 400 000

Nantissement du fonds de commerce d'hypermarché, station.

Montant restant dû à ce jour

60 878,00

EMPRUNT A MOYEN TERME CREDIT AGRICOLE DU PAS DE CALAIS

Valeur d'origine € 200 000

Nantissement du fonds de commerce d'hypermarché, station.

Montant restant dû à ce jour

80 646,00

EMPRUNT A MOYEN TERME CREDIT AGRICOLE DU PAS DE CALAIS

Valeur d'origine € 550 000

Nantissement du fonds de commerce d'hypermarché, station.

Montant restant dû à ce jour

468 373,00

EMPRUNT A MOYEN TERME BPI

Valeur d'origine € 1 200 000

Nantissement en 6ème rang du fonds de commerce d'hypermarché, station.

Montant restant dû à ce jour

1 168 004,00

EMPRUNT A MOYEN TERME CIC

Valeur d'origine € 2 500 000

Nantissement en 5ème rang du fonds de commerce d'hypermarché, station.

Montant restant dû à ce jour

2 433 318,00

ENGAGEMENTS RECUS

2 cautions solidaires renouvelées annuellement, données par la Banque CREDIT AGRICOLE de Lille, au profit de la SCI SACEJUHOR, en vue de satisfaire les obligations de la société concernant le dépôt de garantie

Engagement au 30/09/2017

107 177,00

Capital social

		30/09/2017	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice		40 000,00	1,0000	40 000,00
	Emises pendant l'exercice			0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice			0,0000	
	Du capital social fin d'exercice		40 000,00	1,0000	40 000,00

Effectif moyen

		30/09/2017	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		18	
	Professions intermédiaires		32	
	Employés		286	
	Ouvriers		36	
	TOTAL		372	

--

30/09/2017

30/09/2017					
	Capital	Capitaux propres	Quote part du capital détenue (en pourcentage)	Valeur comptable des titres détenus	
				Brute	Nette
A. Renseignements détaillés					
1. Filiales (Plus de 50 %)					
CL VOYAGES	75 000	143 042	100,00	76 225	76 225
BD INDUSTRIEL OUTREAU					
30/09/2017					
SCI CL PRO	1 500	2 660 133	99,99	1 500	1 500
96 RUE ANDRE - ECUIRES					
31/12/2016					
2. Participations (10 à 50 %)					
1. Filiales (Plus de 50 %)					
CL VOYAGES					
BD INDUSTRIEL OUTREAU					
30/09/2017					
SCI CL PRO					
96 RUE ANDRE - ECUIRES					
31/12/2016					
2. Participations (10 à 50 %)					
B. Renseignements globaux	Filiales non reprises en A		Participations non reprises en A		
	françaises	étrangères	françaises	étrangères	
Capital					
Capitaux propres					
Quote part détenue en pourcentage					
Valeur comptable des titres détenus - Brute					
Valeur comptable des titres détenus - Nette					
Prêts et avances consentis					
Montant des cautions et avals					
Chiffre d'affaires					
Résultat du dernier exercice clos					
Dividendes encaissés					

Etats financiers au 30/09/2017

INFORMATIONS SUR BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 30/09/2017
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	9 199 731		1		3 092	9 196 641
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	9 199 731		1		3 092	9 196 641
CORPORELLES	Terrains			80 000			80 000
	Constructions sur sol propre	114 905		232 080			346 984
	sur sol d'autrui						
	instal. agencé aménagement	479 104		1 647 375		670	2 125 809
	Instal technique, matériel outillage industriels	953 327		2 663 146		173 819	3 442 654
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport	128 540		67 534		53 350	142 724
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	162 129		83 944		1	246 073
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes	17 940				17 940	
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 855 945		4 774 079		245 780	6 384 244
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	102 746		715			103 460
	Autres titres immobilisés	2 431 093		13 725			2 444 818
	Prêts et autres immobilisations financières	96 737		27 742			124 480
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 630 576		42 182			2 672 758
TOTAL		13 686 252		4 816 262		248 872	18 253 642

Amortissements

	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 30/09/2017
		Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Autres	52 556	235	3 092	49 700
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	52 556	235	3 092	49 700
CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	32 414	35 850		68 264
sur sol d'autrui				
instal. agencement aménagement	224 282	114 284	402	338 163
Instal technique, matériel outillage industriels	847 642	349 380	169 289	1 027 733
Autres Instal., agencement, aménagement divers				
Matériel de transport	22 507	30 581	23 274	29 813
Matériel de bureau, mobilier	100 878	32 261	1	133 138
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 227 723	562 355	192 966	1 597 112
TOTAL	1 280 279	562 590	196 058	1 646 811

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autr	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autr	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
sur sol d'autrui							
instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	30/09/2017
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix	26 223	3 390	24 534	5 078
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES	26 223	3 390	24 534	5 078
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	566 749	62 065	390 249	238 565
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	566 749	62 065	390 249	238 565
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours	268 614	141 835	268 614	141 835
	Sur comptes clients	13 715	12 027	13 715	12 027
	Autres	55 180	12 124	55 180	12 124
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	337 509	165 986	337 509	165 986
	TOTAL GENERAL	930 481	231 441	752 293	409 629
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			228 051 3 390	727 758 24 534	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

		30/09/2017	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations	1 491	1 491	
	Prêts	115 298	115 298	
	Autres immobilisations financières	9 182	9 182	
	Clients douteux ou litigieux	25 926		25 926
	Autres créances clients	315 257	315 257	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	9 300	9 300	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	138 644	138 644	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	342 879	342 879	
	Groupe et associés	1 193 486	1 193 486	
	Débiteurs divers	2 578 289	2 578 289	
	Charges constatées d'avances	579 790	579 790	
TOTAL DES CREANCES		5 309 541	5 283 616	25 926
Prêts accordés en cours d'exercice		27 052		
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		30/09/2017	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	10 774	10 774		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	4 370 760	856 028	2 605 201	909 532
	Emprunts et dettes financières divers	69 781	69 781		
	Fournisseurs et comptes rattachés	9 272 194	9 272 194		
	Personnel et comptes rattachés	2 552 091	2 552 091		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 304 416	1 304 416		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	16 076	16 076		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	730 306	730 306		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	39 394	39 394		
	Groupe et associés	3 918 701	3 918 701		
	Autres dettes	359 340	359 340		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		22 643 832	19 129 100	2 605 201	909 532
Emprunts souscrits en cours d'exercice		4 263 822			
Emprunts remboursés en cours d'exercice		464 349			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Charges à payer

30/09/2017

Total des Charges à payer		4 025 281
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		2 772
168840	intérêts courus	2 772
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		390 231
408101	Fact non parvenues P Frais	10 067
408103	Fact non parvenues Baz Permane	70 701
408104	Fact non parvenues Baz Techniq	3 433
408105	Fact non parvenues Textile/Cha	977
408106	Fact non parvenues Espace Cult	2 422
408108	Fact non parvenues Mab	738
408109	Fact non parvenues Station	1 289
408120	Fact non parvenues Dépôt Vte	20 505
408207	Fact non parvenues Locations	3 650
408230	Fact non parvenues Maintenance	25 533
408231	Fact non parvenues Centrales	45 971
408232	Fact non parvenues Frais assem	5 141
408235	Fact non parvenues - assurance	470
408240	Fact non parvenues Honoraires	48 950
408250	Fact non parvenues Publicite N	56 000
408255	Fact non parvenues Catal & Imp	82 814
408292	Fact non parvenues Panel de Ge	6 285
408294	Fact non parvenues Redevance S	3 042
408295	Fact non parvenues gest ep sal	2 242
Dettes fiscales et sociales		3 614 610
428200	Dettes prov pour CP nouvelle p	588 642
428300	Dettes provisionnees 13eme moi	411 571
428350	Charges Personnel a Payer	21 806
428400	Dettes provisionnées particip	607 190
428600	Autr.charg.de pers.a payer	7 244
428610	Intéressement à payer	67 073
428640	Prime bilan au pers.à payer	350 000
438200	Charges soc. conges payes anc.	223 684
438601	Ch. Soc à payer primes bilan	140 000
438602	Ch soc a payer 13eme mois	156 399
438603	Ch sociales à payer sur autr s	8 286
438610	Ch soc forfait social	134 853
438640	ch soc a payer F.P.C	63 129
438645	Ch soc a payer verst construct	63 773
438648	Ch soc a payer taxe apprentiss	40 655
448620	Etat - Charges à payer TP / CE	53 384
448621	Etat - Charge a payer taxe fon	303 711
448625	Etat - taxes enseignes	15 212
448626	Etat - Charge a payer veh stes	16 751
448630	Etat - Charge a payer taxe pub	6 450
448650	Etat - Charge a payer Organic	123 923
448651	Etat - Charge a payer TASCOR	181 141
448680	Etat - Charge à payer Sofia Li	1 958
448690	Etat - Charge a payer Ins	27 776
Autres dettes		17 669
419800	RRR a accorder	2 254

Charges à payer

30/09/2017

455800	Associés c/c intérêts courus	15 415	
--------	------------------------------	--------	--

Produits à recevoir

30/09/2017

Total des Produits à recevoir		1 852 257
Créances rattachées à des participations		1 491
267780	Dividendes à recevoir	1 491
AUTRES CREANCES		1 850 767
409931	Rist Frs direct P frais	3 741
409932	Rist Frs Direct Pgc	3 254
409933	Rist Frs Direct B léger	11 874
409934	Rist Frs Direct B technique	22 196
409935	Rist Frs Direct textile	5 476
409937	Rist Frs Direct Paraph	38 294
409938	Rist Frs direct Parfumerie	38 477
409801	Avoirs a recevoir P frais	34 881
409802	Avoirs a recevoir PGC	15 506
409803	Avoirs a recevoir Bazar Leger	7 665
409804	Avoirs a recevoir Bazar Techni	3 388
409805	Avoirs a recevoir Textile/Chau	14 033
409806	Avoirs a recevoir Espace Cultu	15 914
409807	Avoirs a recevoir Parapharmaci	1 172
409810	Avoirs a recevoir Parfumerie	757
409811	Avoirs à recevoir Frs étranger	50
409856	Rist. a recevoir Scapartois	1 250 000
448710	provision cice	342 879
468700	Divers produits a recevoir	21 029
468702	Prod à recev Prest Comptables	13 700
468705	Subventions a recevoir	6 481

Charges constatées d'avance

30/09/2017

Charges constatées d'avances		579 790
Charges constatées d'avance - Exploitation		579 790
486000	Emballages	22 694
486010	C.C.A Cout centrale et ports s	160 416
486060	C.C.A crédit bail mob véhicule	2 637
486077	Impots CVAE avance	79 000
486102	C.C.A location immobilière	22 884
486112	C.C.A location materiel autres	
486150	C.C.A maintenance materiel	52 047
486152	C.C.A maintenances informatiq	
486200	C.C.A primes assurances	24 207
486233	cout centrale d avance	58 302
486260	C.C.A cotisations Centrales	7 205
486300	C.C.A affichages permanents	15 254
486303	C.C.A pub radio cinema	
486305	C.C.A distribution prospectus	8 961
486308	C.C.A stock f/tures informatiq	
486309	C.C.A stock f/tures magasin	6 428
486310	C.C.A stock fuel	6 194
486311	C.C.A edf gdf	
486313	C.C.A stock f/tures bureau	8 882
486314	C.C.A transpac f telecom	
486317	C.C.A documentation	1 225
486318	C.C.A fournitures Caisse	5 145
486359	C.C.A frais galec	
486450	C.C.A Med Travail avance	6 543
486455	C.C.A taxe foncière	91 766

Produits constatés d'avance

30/09/2017

Produits constatés d'avance	
-----------------------------	--

Produits et Charges exceptionnels

30/09/2017

Total des produits exceptionnels		56 334
PRODUITS EXCEPTIONNELS EN CAPITAL		31 800
Prod sur cessions d immob corp	31 800	
Reprises sur provisions et transferts de charges		24 534
Reprises autres prov règlement	24 534	
Total des charges exceptionnelles		38 889
CHARGES EXCEPTIONNELLES DE GESTION		625
Pénalités amendes fiscales	625	
CHARGES EXCEPTIONNELLES EN CAPITAL		34 874
Valeurs comptables immos corpo	34 874	
CHARGES EXCEPTIONNELLES AMORT. & PROVISIONS		3 390
Dot prov deprec hausse des pri	3 390	
Résultat exceptionnel		17 446

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	30/09/2017	Résultat avant impôts	Impôts (1)	Résultat après impôts
RESULTAT COURANT		4 106 465	(110 728)	4 217 193
RESULTAT EXCEPTIONNEL (et participation)		(589 744)	(127 730)	(462 014)
RESULTAT COMPTABLE		3 516 721	(238 458)	3 755 179

(1) après retraitements fiscaux.

SAS LIANOUDIS

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 7 FEVRIER 2018

AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 30/09/2017

RESOLUTION PROPOSEE ET ADOPTEE A L'UNANIMITE

L'Assemblée Générale approuve la proposition de répartition des résultats qui lui a été présentée et, en conséquence, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice, savoir : 3 755 179,11 €
Auquel il convient d'ajouter le report à nouveau créditeur de 4 405 284,85 €
Soit un total distribuable de **8 160 463,96 €**

Comme suit :

Distribution de dividendes 2 400 000,00 €
Report à nouveau 5 760 463,96 €

Le dividende sera mis en paiement à compter de ce jour.

Le dividende global à répartir est ainsi fixé à 60 € (SOIXANTE EUROS) par action.

L'Assemblée reconnaît avoir été informée que, suite à la Loi de Finances pour 2018 :

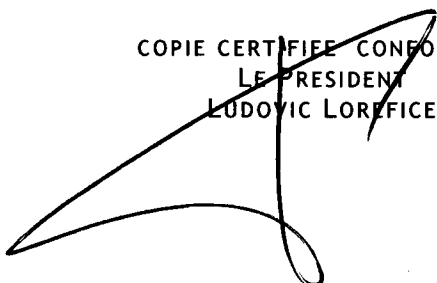
- les revenus de capitaux mobiliers, perçus par des personnes physiques à compter du 1^{er} Janvier 2018, sont en principe soumis à un prélèvement forfaitaire unique non libératoire (PFU, également appelé « *flat tax* ») de 12,8 % pour l'impôt sur le revenu auquel s'ajoutent les prélèvements sociaux de 17,2 %, portant ainsi l'imposition globale à 30 % ;

- par dérogation au PFU de 12,8 %, les contribuables peuvent opter pour une imposition de leurs revenus de capitaux mobiliers au barème progressif de l'impôt sur le revenu. L'option est globale et porte sur l'ensemble des revenus entrant dans le champ d'application du PFU. Elle est exercée chaque année lors du dépôt de la déclaration de revenus. En cas d'option pour le barème, l'impôt définitif sur les dividendes sera calculé après application de l'abattement de 40 % sur le montant brut prévu à l'article 158, 3-2° du Code général des impôts.

Il est précisé que les dividendes qui ont été mis en distribution au cours des trois derniers exercices ont été de :

Exercices clos le	Nombres d'actions	Dividendes éligibles à l'abattement	Dividendes non éligibles à l'abattement
30/09/2015	40 000	158	2 099 842
30/09/2016	40 000	153	2 039 847
30/09/2017	40 000	168,75	2 249 831,25

COPIE CERTIFIEE CONFORME :
LE PRESIDENT
LUDOVIC LOREFICE



**Exemplaire pour les
formalités de dépôt
au Greffe**

LIANOUDIS
Société par Actions Simplifiée
Outreau

**Rapport du Commissaire aux comptes
sur les comptes annuels
de l'exercice clos le 30 septembre 2017**



A l'Assemblée Générale Mixte
LIANOUDIS
Société par Actions Simplifiée
Boulevard industriel de la Liane
62230 Outreau

Aux Associés,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société **LIANOUDIS** relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} octobre 2016 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes notamment pour ce qui concerne la valorisation du fonds de commerce.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX ASSOCIES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Comité directeur et du Président et dans les autres documents adressés aux Associés sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés conjointement par votre Comité directeur et votre Président.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 23 janvier 2018

**Le Commissaire aux comptes
SEFAC**



**Représentée par Monsieur Philippe BLIN
Membre de la Compagnie Régionale de Paris**

COMPTES ANNUELS

Bilan Actif

		30/09/2017			30/09/2016
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	49 700	49 700		235
	Fonds commercial (1)	9 146 941		9 146 941	9 146 941
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	80 000		80 000	
	Constructions	2 472 793	406 427	2 066 366	337 313
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	3 442 654	1 027 733	2 414 920	105 684
	Autres immobilisations corporelles	388 797	162 951	225 846	167 285
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				17 940
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	101 970		101 970	101 968
	Créances rattachées à des participations	1 491		1 491	778
	Autres titres immobilisés	2 444 818		2 444 818	2 431 093
	Prêts	115 298		115 298	88 245
	Autres immobilisations financières	9 182		9 182	8 492
TOTAL (II)		18 253 642	1 646 811	16 606 831	12 405 973
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	7 758 490	141 835	7 616 655	7 288 295
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	341 183	12 027	329 156	340 470
	Autres créances	4 262 598	12 124	4 250 474	2 900 445
	Capital souscrit appelé, non versé				
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	4 184 893		4 184 893	1 203 539
	Charges constatées d'avance	579 790		579 790	510 167
	TOTAL (III)	17 126 954	165 986	16 960 968	12 242 916
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecart de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		35 380 595	1 812 797	33 567 798	24 648 889
(1) dont droit au bail					
(2) dont immobilisations financières à moins d'un an				125 970	97 515
(3) dont créances à plus d'un an					

Bilan Passif

		30/09/2017	30/09/2016
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	40 000	40 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...		
	Ecart de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	4 000	4 000
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	2 475 859	2 475 859
	Report à nouveau	4 405 285	4 023 617
	Résultat de l'exercice	3 755 179	2 631 667
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées	5 078	26 223
	Total des capitaux propres	10 685 401	9 201 367
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques	238 565	566 749
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	238 565	566 749
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	4 381 534	594 826
	Emprunts et dettes financières divers	69 781	60 481
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 272 194	8 964 962
	Dettes fiscales et sociales	4 602 889	4 385 546
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	39 394	
	Autres dettes	4 278 041	874 959
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	22 643 832	14 880 773
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	33 567 798	24 648 889
Total du bilan en centimes		33 567 798,09	24 648 888,66
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		19 129 100	14 522 425
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		10 774	14 239

Etats financiers au 30/09/2017

COMPTE DE RESULTAT

Compte de Résultat

1/2

				30/09/2017	30/09/2016
		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	125 655 125		125 655 125	122 287 712
	Production vendue (Biens)	58 079		58 079	26 501
	Production vendue (Services et Travaux)	1 618 746		1 618 746	1 587 694
	Montant net du chiffre d'affaires	127 331 950		127 331 950	123 901 907
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation			38 775	39 245
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			727 758	681 861
	Autres produits			6 448	4 976
	Total des produits d'exploitation (1)			128 104 932	124 627 989
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises			96 899 807	94 022 854
	Variation de stock			(201 581)	37 046
	Achats de matières et autres approvisionnements			333 118	311 177
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			12 345 292	12 639 750
	Impôts, taxes et versements assimilés			1 928 733	1 807 955
	Salaires et traitements			8 566 680	8 433 658
	Charges sociales du personnel			3 260 490	3 065 599
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			562 590	216 476
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
	- sur immobilisations			165 986	337 509
	- sur actif circulant				
	Dotations aux provisions			62 065	390 249
	Autres charges			27 632	32 204
	Total des charges d'exploitation (2)			123 950 813	121 294 477
RESULTAT D'EXPLOITATION				4 154 119	3 333 512

Compte de Résultat

2/2

		30/09/2017	30/09/2016
RESULTAT D'EXPLOITATION		4 154 119	3 333 512
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)	1 781	16 161
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)	157	87
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	4 448	1 047
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change	3	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		6 388	17 294
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)	54 042	35 163
	Différences négatives de change		14
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		54 042	35 177
RESULTAT FINANCIER		(47 654)	(17 883)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		4 106 465	3 315 630
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	31 800	26 000
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	24 534	6 342
	Total des produits exceptionnels	56 334	32 342
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	625	
	Sur opérations en capital	34 874	20 761
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	3 390	
	Total des charges exceptionnelles	38 889	20 761
RESULTAT EXCEPTIONNEL		17 446	11 582
PARTICIPATION DES SALARIES		607 190	401 260
IMPOTS SUR LES BENEFICES		(238 458)	294 284
TOTAL DES PRODUITS		128 167 654	124 677 626
TOTAL DES CHARGES		124 412 475	122 045 959
RESULTAT DE L'EXERCICE		3 755 179	2 631 667
Résultat de l'exercice en centimes		3 755 179,11	2 631 667,43
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs			
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs			
(3) dont produits concernant les entreprises liées			15 087
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées		15 415	5 147

Etats financiers au 30/09/2017

ANNEXE

Règles et Méthodes Comptables

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, dans le respect du principe de prudence et des hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du Code de Commerce et du Plan Comptable Général 2016 (PCG 2016).

Le PCG 2016 correspond au règlement ANC n° 2016-07 du 4 novembre 2016 (homologué par l'arrêté du 26 Décembre 2016, publié au JO du 28 Décembre 2016), qui annule et constitue une recodification du PCG 14, complété des règlements publiés depuis cette date.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Principales méthodes utilisées - Changements de méthode

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les logiciels figurant à l'actif font l'objet d'un amortissement linéaire sur 12 mois.

Aucune provision pour dépréciation n'a été constatée au cours de l'exercice pour ce poste.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Aucun changement notable de méthode ni changement d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice en ce qui concerne ce poste.

Méthode de traitement des immobilisations :

Les immobilisations corporelles sont évaluées soit :

- à leur coût d'acquisition : prix d'achat et frais directement attribuables engagés pour la mise en état de fonctionnement de l'immobilisation, incluant ou non certains frais accessoires d'acquisition des immobilisations selon l'option retenue ci-après ;
- à leur coût de production.

Les amortissements pratiqués sont calculés sur la durée d'utilisation propre à l'entreprise et à chaque immobilisation corporelle.

La base amortissable ne tient compte d'aucune valeur résiduelle, du fait de la nature des immobilisations.

Enfin, les immobilisations corporelles n'ont fait l'objet d'aucune dépréciation au cours de l'exercice.

Règles et Méthodes Comptables

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

La valeur brute est constituée par le coût d'achat incluant ou non certains frais accessoires d'acquisition des immobilisations selon l'option retenue ci-après. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

STOCKS

Les stocks sont évalués au coût d'achat net de toutes ristournes au jour de l'inventaire éventuellement ramené au cours du jour si celui-ci est inférieur.

PRECISIONS SUR CERTAINES OPTIONS DE COMPTABILISATION

Frais accessoires d'acquisition des immobilisations (droits de mutation, honoraires d'acquisition ou commissions et frais d'actes) :

- **Immobilisations incorporelles** : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées
- **Immobilisations corporelles** : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées
- **Immobilisations financières** :
 - > Titres de participations : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées
 - > Autres titres : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées

Coût des emprunts : la société n'a pas opté pour l'incorporation de ces dépenses dans le coût de production des immobilisations ou des stocks ; ces dépenses sont donc comptabilisées en charges.

Composants de 2^{ème} catégorie : la société n'a pas opté pour l'identification de cette catégorie de composants (gros entretien et grandes révisions inscrits dans un programme pluriannuel) ; le cas échéant une provision pour grandes révisions a été constituée.

Autres informations de l'annexe

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les engagements actualisés relatifs aux avantages à long terme accordés aux salariés comprennent les indemnités de départ volontaire, ainsi que les indemnités de mise à la retraite estimés en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

En prenant pour hypothèse que la probabilité pour le salarié de partir en retraite par un départ volontaire est de 100%, ces engagements sont évalués à 693 981 euros.

Les engagements de retraite ne font l'objet d'aucune provision comptable.

INTEGRATION FISCALE

La SAS LUCAT FINANCIERE intègre fiscalement les résultats de sa filiale :

- La SAS LIANOUDIS

La SAS LUCAT FINANCIERE est donc seul redevable de l'impôt sur les sociétés dû au titre des résultats de l'ensemble du groupe (article 223 A du CGI).

La convention d'intégration fiscale est basée sur la méthode de neutralité concernant le calcul de l'impôt sur les sociétés.

CREDIT D'IMPOT COMPETITIVITE EMPLOI

Un crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) a été calculé sur la base des salaires versés de janvier à décembre 2016 au taux de 6% pour un montant de 409 303 euros.

De plus, un produit à recevoir CICE a été calculé sur la base des salaires du 1er janvier à la date de clôture au taux de 7% pour un montant de 342 879 euros. En contre-partie, la provision constatée en N-1 pour 282 358 euros a été reprise.

S'agissant d'un crédit d'impôt imputable sur l'impôt sur les sociétés, et conformément à l'avis de la CNCC, ces produits ont été comptabilisés au crédit de deux sous-comptes du poste "Impôt sur les bénéfices" du compte de résultat de l'exercice.

Conformément à l'article 224 quater C du CGI, le CICE perçu au cours de l'exercice a servi au financement de l'amélioration de la compétitivité de l'entreprise. Ainsi, il a permis notamment de financer des investissements nécessaires à notre activité, de participer à l'effort de formation, de contribuer au maintien et à l'amélioration de notre politique salariale et d'améliorer notre fonds de roulement.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Autres informations de l'annexe

NEANT

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

NEANT

ENGAGEMENTS HORS BILAN

ENGAGEMENTS DONNES

Caution divise et solidaire en faveur de la société DIEPPEDIS

En garantie du remboursement d'un emprunt de € 7.755.000 souscrit auprès de la Société Générale, remboursable en 15 ans, dont deux ans de différé d'amortissement en capital, à hauteur de 10% de € 3.877.500, soit € 387.750 plus intérêts, commissions, frais et accessoires pendant trois ans post différé.

En date du 29/06/2012, cet emprunt a fait l'objet d'un réaménagement. Ainsi, la durée de remboursement a été augmentée de 5 ans pour arriver à échéance le 12/01/2027. En contre partie de ce réaménagement, la caution a été portée à 10% de € 5.666.200 soit € 566.620.

Une main levée de cette caution sera possible, après trois exercices consécutifs de la société DIEPPEDIS, au cours desquels RN>0 + CAF consolidée sera suffisante pour faire face aux charges de remboursement d'emprunt consolidées + absence de report à nouveau négatif.

Le premier des trois exercices de référence ne pouvant être considéré comme satisfaisant, le cas échéant, à ces conditions, étant celui débutant après la clôture de l'exercice fiscal au cours duquel le prêt est entré en amortissement, donc après extinction de la période de différé d'amortissement en capital.

Montant de la caution :

566 620

Caution solidaire avec renonciation au bénéfice de division de la société DISTRIFIVES

En garantie du remboursement de trois emprunts auprès de la BPI.

Ce cautionnement sera limité à 30% de l'encours des crédits en principal majoré des intérêts frais et accessoires, y compris les indemnités de remboursement anticipé, jusqu'à ce que la SAS DISTRIFIVES ait réalisé cinq exercices de 12 mois consécutifs bénéficiaires à compter de la signature de l'acte de cautionnement (août 2008).

Montant de la caution sur l'encours des crédits et intérêts au 30 septembre 2017 :

119 347

Caution divise mais solidaire en faveur de la société DISTRIFIVES

En garantie du remboursement d'un emprunt de € 750.000 souscrit auprès du Crédit Agricole, plus intérêts, frais et commissions et accessoires, remboursable en 7 ans, et ce pendant toute la durée du prêt, dans la limite de € 225.000.

Montant de la caution au 30/09/2017 :

225 000

Caution divise mais solidaire en faveur de la SAS ATTINDIS

En garantie du remboursement d'un emprunt souscrit auprès du Crédit Agricole, plus intérêts, frais et commissions et accessoires, remboursable en 10 ans, et ce pendant toute la durée du prêt, dans la limite de € 402.500

Montant de la caution au 30/09/2017 :

402 500

SAS LIANOUDIS
BILAN AU 30/09/2017

ENGAGEMENTS HORS BILAN - SUITE

Caution solidaire avec renonciation au bénéfice de division de la SCI FIVES IMMOBILIER

En garantie du remboursement d'un emprunt de 2 532 000€ (remboursable sur 15 ans) auprès de la BPI.

Ce cautionnement sera limité à 30% de l'encours des crédits en principal majoré des intérêts frais et accessoires, y compris les indemnités de remboursement anticipé, jusqu'à ce que la SCI FIVES IMMOBILIER ait réalisé cinq exercices de 12 mois consécutifs bénéficiaires à compter de la signature de l'acte de cautionnement (août 2008).

Montant de la caution sur l'encours des crédits et intérêts au 30 septembre 2017 :

267 657

Caution solidaire et divise au bénéfice de la société TILLOY POOL

En garantie du remboursement d'un emprunt de 17 800 000 € (remboursable sur 16 ans) auprès du CREDIT AGRICOLE NORD DE France.

Montant de la caution au 30/09/2017 :

434 146

Caution solidaire et divise au bénéfice de la SCI TILLOY COURCELLES

En garantie du remboursement d'un emprunt de 4 000 000 € (remboursable sur 15 ans) auprès du CREDIT AGRICOLE NORD DE France et à hauteur de 20%.

La caution porte sur un montant de 800 000€, plus intérêts, commissions, frais et accessoires et pour une durée limitée au respect pendant 3 exercices consécutifs du ratio consolidé suivant :

Marge brute d'autofinancement / charges annuelles de remboursements bancaires > 1

Montant de la caution au 30/09/2017 :

415 154

Caution divise mais solidaire en faveur de la SAS DIEPPEDIS

En garantie du remboursement d'un emprunt souscrit auprès de la banque EDEL, plus intérêts, frais et commissions et accessoires, remboursable en 7 ans, et ce pendant toute la durée du prêt, dans la limite de € 300.000.

Montant de la caution au 30/09/2017 :

300 000

Caution solidaire et divise au bénéfice de la SAS DIEPPEDIS

En garantie du remboursement d'un emprunt de 7 755 000 € auprès de la BCME arrivant à échéance le 10/01/2027, à hauteur de 10% de € 5.816.250 soit € 581.625.

Une main levée partielle de l'engagement de caution à hauteur de 50% du montant cautionné sera accordée

si les deux conditions ci-dessous énoncées sont remplies pendant au moins trois exercices consécutifs :

les résultats net de chaque société (DIEPPEDIS et SDD) doivent être positifs et leurs CAF doivent être supérieures aux échéances à moins d'un an des emprunts à moyen/long terme contracté auprès des établissements de crédit.

Montant de la caution au 30/09/2017 :

431 000

Caution divise mais solidaire en faveur de la SAS DIEPPEDIS

En garantie du remboursement d'un billet de trésorerie de 400.000 d'euros souscrit auprès de la banque EDEL, plus intérêts, frais et commissions et accessoires, et ce pendant toute la durée du prêt, jusqu'au 01/03/2018 dans la limite de € 40.000.

Montant de la caution au 30/09/2017 :

40 000

SAS LIANOUDIS
BILAN AU 30/09/2017

ENGAGEMENTS HORS BILAN - SUITE

Caution divise mais solidaire en faveur de la SAS DISTRIFIVES

En garantie du remboursement d'un emprunt de € 200.000 souscrit auprès du Crédit Agricole, plus intérêts, frais et commissions et accessoires, remboursable en 7 ans, et ce pendant toute la durée du prêt, dans la limite de € 45.000

Montant de la caution au 30/09/2017 :

45 000

Caution divise mais solidaire en faveur de la SAS DIEPPEDIS

En garantie du remboursement d'un crédit en compte courant de 1.000.000 d'euros souscrit auprès de la banque EDEL, plus intérêts, frais et commissions et accessoires, renouvelable sur 12 mois, et ce pendant toute la durée du prêt, dans la limite de € 100.000.

Montant de la caution au 30/09/2017 :

100 000

Caution divise mais solidaire en faveur de la SAS EVACHATIM

En garantie du remboursement d'un emprunt de 9 072 000 € auprès de la BPI remboursable sur 15 ans à hauteur de 11,50% soit € 1 043 280, et jusqu'à ce que les sociétés SAS ATTINDIS et SAS EVACHATIM produisent après la période de franchise en capital, 3 exercices de 12 mois consécutifs bénéficiaires sans report à nouveau déficitaire, sans transfert de charges, avec une CAF consolidée couvrant la part à moins d'un an de l'endettement consolidé.

Montant de la caution au 30/09/2017 :

1 043 280

Caution divise mais solidaire en faveur de la SAS EVACHATIM

En garantie du remboursement d'un emprunt de 6 048 000 € auprès du crédit coopératif remboursable sur 15 ans à hauteur de 11,50% soit € 695 520, et jusqu'à ce que les sociétés SAS ATTINDIS et SAS EVACHATIM produisent après la période de franchise en capital, 3 exercices de 12 mois consécutifs bénéficiaires sans report à nouveau déficitaire, sans transfert de charges, avec une CAF consolidée couvrant la part à moins d'un an de l'endettement consolidé.

Montant de la caution au 30/09/2017 :

695 520

Caution divise mais solidaire en faveur de la SAS HERLINDIS

En garantie du remboursement d'un emprunt souscrit auprès du CIC, plus intérêts, frais et commissions et accessoires, remboursable le 15/06/2032, et ce pendant toute la durée du prêt, dans la limite de € 296.250

Montant de la caution au 30/09/2017 :

296 250

Caution divise mais solidaire en faveur de la SAS HERLINDIS

En garantie du remboursement d'un emprunt souscrit auprès du CIC, plus intérêts, frais et commissions et accessoires, remboursable le 15/06/2027, et ce pendant toute la durée du prêt, dans la limite de € 331.250

Montant de la caution au 30/09/2017 :

331 250

SAS LIANOUDIS
BILAN AU 30/09/2017

ENGAGEMENTS HORS BILAN - SUITE

EMPRUNT A LONG TERME CREDIT AGRICOLE DU PAS DE CALAIS

Valeur d'origine € 400 000

Nantissement du fonds de commerce d'hypermarché, station.

Montant restant dû à ce jour

58 493,00

EMPRUNT A LONG TERME OSEO

Valeur d'origine € 400 000

Nantissement du fonds de commerce d'hypermarché, station.

Montant restant dû à ce jour

60 878,00

EMPRUNT A MOYEN TERME CREDIT AGRICOLE DU PAS DE CALAIS

Valeur d'origine € 200 000

Nantissement du fonds de commerce d'hypermarché, station.

Montant restant dû à ce jour

80 646,00

EMPRUNT A MOYEN TERME CREDIT AGRICOLE DU PAS DE CALAIS

Valeur d'origine € 550 000

Nantissement du fonds de commerce d'hypermarché, station.

Montant restant dû à ce jour

468 373,00

EMPRUNT A MOYEN TERME BPI

Valeur d'origine € 1 200 000

Nantissement en 6ème rang du fonds de commerce d'hypermarché, station.

Montant restant dû à ce jour

1 168 004,00

EMPRUNT A MOYEN TERME CIC

Valeur d'origine € 2 500 000

Nantissement en 5ème rang du fonds de commerce d'hypermarché, station.

Montant restant dû à ce jour

2 433 318,00

ENGAGEMENTS RECUS

2 cautions solidaires renouvelées annuellement, données par la Banque CREDIT AGRICOLE de Lille, au profit de la SCI SACEJUHOR, en vue de satisfaire les obligations de la société concernant le dépôt de garantie

Engagement au 30/09/2017

107 177,00

Capital social

		30/09/2017	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice		40 000,00	1,0000	40 000,00
	Emises pendant l'exercice			0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice			0,0000	
	Du capital social fin d'exercice		40 000,00	1,0000	40 000,00

Effectif moyen

		30/09/2017	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		18	
	Professions intermédiaires		32	
	Employés		286	
	Ouvriers		36	
	TOTAL		372	

--

Etats financiers au 30/09/2017

INFORMATIONS SUR BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 30/09/2017
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	9 199 731		1		3 092	9 196 641
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	9 199 731		1		3 092	9 196 641
CORPORELLES	Terrains			80 000			80 000
	Constructions sur sol propre	114 905		232 080			346 984
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement	479 104		1 647 375		670	2 125 809
	Instal technique, matériel outillage industriels	953 327		2 663 146		173 819	3 442 654
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport	128 540		67 534		53 350	142 724
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	162 129		83 944		1	246 073
	Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes	17 940				17 940		
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		1 855 945		4 774 079		245 780	6 384 244
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	102 746		715			103 460
	Autres titres immobilisés	2 431 093		13 725			2 444 818
	Prêts et autres immobilisations financières	96 737		27 742			124 480
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 630 576		42 182			2 672 758
TOTAL		13 686 252		4 816 262		248 872	18 253 642

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 30/09/2017
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	52 556	235	3 092	49 700
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	52 556	235	3 092	49 700
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement	32 414	35 850		68 264
	Instal technique, matériel outillage industriels	224 282	114 284	402	338 163
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	847 642	349 380	169 289	1 027 733
	Matériel de transport	22 507	30 581	23 274	29 813
	Matériel de bureau, mobilier	100 878	32 261	1	133 138
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 227 723	562 355	192 966	1 597 112
TOTAL		1 280 279	562 590	196 058	1 646 811

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autr	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autr	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	30/09/2017
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix	26 223	3 390	24 534	5 078
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES	26 223	3 390	24 534	5 078
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	566 749	62 065	390 249	238 565
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	566 749	62 065	390 249	238 565
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours	268 614	141 835	268 614	141 835
	Sur comptes clients	13 715	12 027	13 715	12 027
	Autres	55 180	12 124	55 180	12 124
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	337 509	165 986	337 509	165 986
	TOTAL GENERAL	930 481	231 441	752 293	409 629
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			228 051 3 390	727 758 24 534	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

		30/09/2017	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations	1 491	1 491	
	Prêts	115 298	115 298	
	Autres immobilisations financières	9 182	9 182	
	Clients douteux ou litigieux	25 926		25 926
	Autres créances clients	315 257	315 257	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	9 300	9 300	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	138 644	138 644	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	342 879	342 879	
	Groupe et associés	1 193 486	1 193 486	
	Débiteurs divers	2 578 289	2 578 289	
	Charges constatées d'avances	579 790	579 790	
	TOTAL DES CREANCES	5 309 541	5 283 616	25 926
Prêts accordés en cours d'exercice		27 052		
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		30/09/2017	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	10 774	10 774		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	4 370 760	856 028	2 605 201	909 532
	Emprunts et dettes financières divers	69 781	69 781		
	Fournisseurs et comptes rattachés	9 272 194	9 272 194		
	Personnel et comptes rattachés	2 552 091	2 552 091		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 304 416	1 304 416		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	16 076	16 076		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	730 306	730 306		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	39 394	39 394		
	Groupe et associés	3 918 701	3 918 701		
	Autres dettes	359 340	359 340		
	Dettes représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	22 643 832	19 129 100	2 605 201	909 532
Emprunts souscrits en cours d'exercice		4 263 822			
Emprunts remboursés en cours d'exercice		464 349			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Charges à payer

		30/09/2017
Total des Charges à payer		4 025 281
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		2 772
168840	intérêts courus	2 772
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		390 231
408101	Fact non parvenues P Frais	10 067
408103	Fact non parvenues Baz Permane	70 701
408104	Fact non parvenues Baz Techniq	3 433
408105	Fact non parvenues Textile/Cha	977
408106	Fact non parvenues Espace Cult	2 422
408108	Fact non parvenues Mab	738
408109	Fact non parvenues Station	1 289
408120	Fact non parvenues Dépôt Vte	20 505
408207	Fact non parvenues Locations	3 650
408230	Fact non parvenues Maintenance	25 533
408231	Fact non parvenues Centrales	45 971
408232	Fact non parvenues Frais assem	5 141
408235	Fact non parvenues - assurance	470
408240	Fact non parvenues Honoraires	48 950
408250	Fact non parvenues Publicite N	56 000
408255	Fact non parvenues Catal & Imp	82 814
408292	Fact non parvenues Panel de Ge	6 285
408294	Fact non parvenues Redevance S	3 042
408295	Fact non parvenues gest ep sal	2 242
Dettes fiscales et sociales		3 614 610
428200	Dettes prov pour CP nouvelle p	588 642
428300	Dettes provisionnees 13eme moi	411 571
428350	Charges Personnel a Payer	21 806
428400	Dettes provisionnées particip	607 190
428600	Autr.charg.de pers.a payer	7 244
428610	Intéressement à payer	67 073
428640	Prime bilan au pers.à payer	350 000
438200	Charges soc. conges payes anc.	223 684
438601	Ch. Soc à payer primes bilan	140 000
438602	Ch soc a payer 13eme mois	156 399
438603	Ch sociales à payer sur autr s	8 286
438610	Ch soc forfait social	134 853
438640	ch soc a payer F.P.C	63 129
438645	Ch soc a payer verst construct	63 773
438648	Ch soc a payer taxe apprentiss	40 655
448620	Etat - Charges à payer TP / CE	53 384
448621	Etat - Charge a payer taxe fon	303 711
448625	Etat - taxes enseignes	15 212
448626	Etat - Charge a payer veh stes	16 751
448630	Etat - Charge a payer taxe pub	6 450
448650	Etat - Charge a payer Organic	123 923
448651	Etat - Charge a payer TASCOM	181 141
448680	Etat - Charge à payer Sofia Li	1 958
448690	Etat - Charge a payer Ins	27 776
Autres dettes		17 669
419800	RRR a accorder	2 254

Charges à payer

30/09/2017

455800	Associés c/c intérêts courus	15 415	
--------	------------------------------	--------	--

Produits à recevoir

		30/09/2017
Total des Produits à recevoir		1 852 257
Créances rattachées à des participations		1 491
267780	Dividendes à recevoir	1 491
AUTRES CREANCES		1 850 767
409931	Rist Frs direct P frais	3 741
409932	Rist Frs Direct Pgc	3 254
409933	Rist Frs Direct B léger	11 874
409934	Rist Frs Direct B technique	22 196
409935	Rist Frs Direct textile	5 476
409937	Rist Frs Direct Paraph	38 294
409938	Rist Frs direct Parfumerie	38 477
409801	Avoirs a recevoir P frais	34 881
409802	Avoirs a recevoir PGC	15 506
409803	Avoirs a recevoir Bazar Leger	7 665
409804	Avoirs a recevoir Bazar Techni	3 388
409805	Avoirs a recevoir Textile/Chau	14 033
409806	Avoirs a recevoir Espace Cultu	15 914
409807	Avoirs a recevoir Parapharmaci	1 172
409810	Avoirs a recevoir Parfumerie	757
409811	Avoirs à recevoir Frs étranger	50
409856	Rist. a recevoir Scapartois	1 250 000
448710	provision cice	342 879
468700	Divers produits a recevoir	21 029
468702	Prod à recev Prest Comptables	13 700
468705	Subventions a recevoir	6 481

Charges constatées d'avance

		30/09/2017
Charges constatées d'avances		579 790
Charges constatées d'avance - Exploitation		579 790
486000	Emballages	22 694
486010	C.C.A Cout centrale et ports s	160 416
486060	C.C.A crédit bail mob véhicule	2 637
486077	Impots CVAE avance	79 000
486102	C.C.A location immobilière	22 884
486112	C.C.A location materiel autres	
486150	C.C.A maintenance materiel	52 047
486152	C.C.A maintenances informatiq	
486200	C.C.A primes assurances	24 207
486233	cout centrale d avance	58 302
486260	C.C.A cotisations Centrales	7 205
486300	C.C.A affichages permanents	15 254
486303	C.C.A pub radio cinema	
486305	C.C.A distribution prospectus	8 961
486308	C.C.A stock f/tures informatiq	
486309	C.C.A stock f/tures magasin	6 428
486310	C.C.A stock fuel	6 194
486311	C.C.A edf gdf	
486313	C.C.A stock f/tures bureau	8 882
486314	C.C.A transpac f telecom	
486317	C.C.A documentation	1 225
486318	C.C.A fournitures Caisse	5 145
486359	C.C.A frais galec	
486450	C.C.A Med Travail avance	6 543
486455	C.C.A taxe foncière	91 766

Produits constatés d'avance

30/09/2017

Produits constatés d'avance	
-----------------------------	--

Produits et Charges exceptionnels

		30/09/2017
Total des produits exceptionnels		56 334
PRODUITS EXCEPTIONNELS EN CAPITAL		31 800
Prod sur cessions d immob corp	31 800	
Reprises sur provisions et transferts de charges		24 534
Reprises autres prov règlement	24 534	
Total des charges exceptionnelles		38 889
CHARGES EXCEPTIONNELLES DE GESTION		625
Pénalités amendes fiscales	625	
CHARGES EXCEPTIONNELLES EN CAPITAL		34 874
Valeurs comptables immos corpo	34 874	
CHARGES EXCEPTIONNELLES AMORT. & PROVISIONS		3 390
Dot prov deprec hausse des pri	3 390	
Résultat exceptionnel		17 446

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	30/09/2017	Résultat avant impôts	Impôts (1)	Résultat après impôts
RESULTAT COURANT		4 106 465	(110 728)	4 217 193
RESULTAT EXCEPTIONNEL (et participation)		(589 744)	(127 730)	(462 014)
RESULTAT COMPTABLE		3 516 721	(238 458)	3 755 179

(1) après retraitements fiscaux.